

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence
Guinéenne
de Presse

FOROXA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES
SAMEDI 5 AOÛT 1961

PRIX

25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an	3.000
6 mois	2.000
3 mois	1.000
Abonnement de soutien :	5.000

N° 38 - 1^{re} ANNÉE

ÉDITORIAL

AU SECOURS D'UNE "VICTOIRE"

Juillet. Le « monde libre » est en vacances, comme l'an dernier quand débuta l'affaire congolaise. Cette fois, on préparaît Berlin. On a buté sur Bizerte. Et l'on a fait une fois de plus la preuve que les petits pays ne pèsent pas lourd dans la balance, quand entre en jeu ce que les tenants de la politique des blocs croient être une question d'équilibre traditionnel des pactes.

Nous ne répéterons jamais assez combien est frappant le parallélisme entre le problème de Bizerte et celui qui, à Evian comme à Lugrin, a abouti une fois de plus à une impasse qui n'était que trop prévisible.

Il fallait au gouvernement français une position de force. Et ce coup de force, il l'a pétré à Bizerte, en réussissant la gageure de faire croire que les Tunisiens étaient les agresseurs, sur leur propre sol.

L'AFRIQUE CONSCIENTE SE SENT MENACÉE

par l'agression de Bizerte

Le peuple de Guinée assure la Tunisie
de son soutien entier et inconditionnel

écrit le président Diallo El Hadi Saïfoulaye

au président de l'Assemblée nationale tunisienne

Après l'agression dont la Tunisie avait été l'objet à Bizerte, le Président de l'Assemblée Nationale tunisienne avait adressé au Président Diallo El-Hadi Saïfoulaye, Président de l'Assemblée guinéenne et Secrétaire politique du P.D.C., le message suivant :

« Au nom de l'Assemblée nationale tunisienne, j'ai l'honneur d'attirer votre haute attention sur

la gravité de la situation créée par l'agression militaire française contre la Tunisie, malgré les multiples démarches effectuées par le gouvernement tunisien.

« Par la voie diplomatique, le gouvernement français, s'est toujours refusé à notre négociation sur la base de l'évacuation du territoire tunisien, entendait y maintenir, contre la volonté nationale, son occupation militaire.

« De son côté, le peuple tunisien, entendait recouvrer son entière souveraineté, a manifesté sa résistance à cette occupation. Le monde entier est témoin de la barbarie des occupants, qui n'ont reculé devant l'usage d'aucun moyen meurtrier. A ce jour, et contrairement aux décisions du

souveraineté et la sauvegarde de la paix. »

En réponse, le Président Diallo El-Hadi Saïfoulaye a adressé à son homologue tunisien le message suivant :

Au nom du parlement guinéen, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre télégramme du 27 juillet relatif à l'agression de Bizerte. La politique de trop grande compréhension qui caractérise les relations de la Tunisie avec les puissances coloniales,

L'AFFAIRE DE BIZERTE

Tandis que les troupes françaises et tunisiennes sont retranchées face à face derrière leurs sacs de sable aux abords de la Kasba et s'occupent à renforcer leurs positions, la bataille pour Bizerte se livre à présent sur le terrain politique.

Le journal tunisien «*As Sabah*» consacre un commentaire au départ de Tunis de deux émissaires du gouvernement, l'un pour Washington, l'autre pour Moscou.

« Fini, écrit le journal, le temps où la Tunisie s'adressait uniquement à l'occident. C'est la première fois que M. Mokkadem se rend à Moscou. Ce ne sera pas la dernière. »

Commentant de son côté certaines assurances de « bons sentiments » français à l'égard de la Tunisie, «*Le Petit Matin*» déclare : « Quand la plaie est encore grande ouverte et que des blessés continuent à mourir tous les jours,

● suite page 2

● suite page 5



Les bonnes farces Katangaises

Au moment de se rendre à Léopoldville
TSCHOMBÉ "NE SE SENT PAS BIEN"

Ainsi, plus d'un millier de morts et autant de blessés viennent alourdir le passif d'un colonialisme qui, dans son inexorable déchéance, présente les dangers soudres-sauts de la démence.

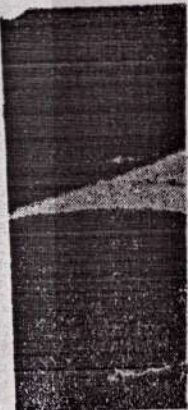
Mais pourquoi ne pas l'avouer ? Les événements de ce genre, survenus en Tunisie depuis quelques années, ont pour cause principale ce que le Président Saïfoulaye a justement appelé « la politique de trop grande compréhension qui caractérisait les relations de la Tunisie avec les puissances coloniales... » On ne joue pas impunément au chat et à la souris avec l'ogre impérialiste, sans en récolter quelques coups de griffes dont les conséquences sont imprévisibles et parfois inattendues.

Certes, le gouvernement français semble avoir remporté à Bizerte une victoire « à la Pyrrhus », une victoire dont il n'a pas fini de déguster les fruits amers, une victoire au secours de laquelle il doit battre le rappel et faire voler ce qui lui reste encore comme amis impliqués dans la même cause.

Du moins, pour les peuples africains, elle aura permis à certains de toucher du doigt cette vérité première à laquelle nous revenons sans cesse : il n'y a pas de compromis possible avec le colonialisme et l'impérialisme.

Puisse la solidarité de nos Etats sortir encore plus renforcée de cette épreuve, pour la liquidation définitive d'un système d'oppression dont nous n'avons que trop éprouvé les méfaits.

KEN.



Le Président El-Hadi Saïfoulaye Diallo

La signature à Conakry DE L'ACCORD CULTUREL FRANCO-GUINÉEN

Samadi 29 juillet à 10 h. 30, s'est déroulée dans la salle de conférence du ministère des Affaires étrangères, la cérémonie de signature d'un accord culturel entre la République de Guinée et la République française.

Cet accord, valable pour une durée de cinq ans et renouvelable par tacite reconduction, a été paraphé du côté guinéen par le ministre de l'Education nationale, M. Camara Damantang, membre du B.P.N., assisté de M. Diallo Alpha, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et de M. Keita Nnamdian, chef de la section culturelle à ce département; du côté français par M. Jean-Louis Pons, ambassadeur de France en Guinée, assisté de M. Dukuchelle, conseiller d'ambassade.

Au terme de cet accord, la France s'engage, dans la mesure du possible, à mettre à la disposition du gouvernement guinéen et sur la demande de celui-ci, le personnel français qualifié nécessaire au fonctionnement des établissements publics d'enseignement et de la Culture.

La République française facilitera également l'éducation sur son territoire des ressortissants guinéens.

L'accord indique d'autre part que les deux parties sont d'accord pour procéder à l'appréciation réciproque des diplômes et grades délivrés par leurs établissements d'enseignement, et pour étudier

Conseil de sécurité, de l'agression poursuivent leurs exactions et se refusent à retourner à leurs positions initiales.

L'Assemblée nationale tunisienne lance un appel à votre honorable Assemblée pour repousser l'agression et manifester sa solidarité avec la nation tunisienne en lutte pour le respect de sa

dans le meilleur esprit le problème de leur équivalence.

Il est prévu que les ressortissants des deux pays, jouiront des droits et de la protection garantis aux étrangers par le droit international, et les législations de chacune des deux parties.

• suite page 2

Billet du jour

Dans le décret du 4 août 1961, portant réquisition des établissements Jules Burki, un paragraphe stipule : « Tout personnel de citoyenneté guinéenne est maintenu. Le personnel étranger peut expressément faire une demande à l'E.N.T.R.A.T. ».

Le mot « étranger » a suffi pour que, fidèle à la devise colonialiste de diviser pour régner, la direction des anciens établissements profite de l'occasion pour semer le trouble dans les esprits. C'est ainsi qu'elle aurait notifié ce matin leur licenciement — en vertu du paragraphe précité — à des travailleurs originaires de pays frères africains.

Il va sans dire que ceux-ci ont compris la manœuvre et ne se sont pas laissés abuser.

Décidément les agents de l'impérialisme ne reculent devant aucun sacrifice...

Munongo fait chanter ses amis

En rentrant, mardi, à Elisabethville, après avoir tenté, en vain, de joindre Kasavubu à Brazzaville, où l'abbé Youlou se proposait de chaparrer l'idylle, Tschombé (pour une fois) s'est refusé à toute déclaration. « Laissez-moi, a-t-il dit aux journalistes, je ne me sens pas bien du tout ».

Tschombé avait eu, la veille des « troubles cardiaques » qui l'avaient empêché de rencontrer son ami Mobutu.

Mobutu avait été désolé de ne pas voir arriver Tschombé à Léopoldville, pour le baptême de son dernier-né qu'il avait précisément nommé Joseph-Moïse, pour la circonstance. Faute de Moïse, ce fut Joseph (Kasavubu) qui tint le dernier des Mobutu (Joseph-Moïse-Oscar-Guy) sur les fonts baptismaux.

• Suite page 5

LES ÉTABLISSEMENTS J. BURKI deviennent propriété de l'État guinéen

Le décret n° 282/PRG réquisitionne au profit de l'Etat guinéen tous les immeubles, installations et matériels appartenant aux anciens établissements Jules Burki en République de Guinée :

Sont et demeurent réquisitionnés à compter du 4 août 1961, pour les besoins de l'Etat guinéen et devant servir à l'Entreprise nationale des transports routiers, d'aconage, de transit et de consignation maritime (E.N.T.R.A.T.) tous les matériels, les installations et les immeubles :

à Conakry, Kissidougou et Benty appartenant aux anciens Etablissements Jules Burki.

Le règlement des indemnités pour le rachat desdits immeubles, matériel et installations sera fait ultérieurement.

A compter de la date du présent décret, tous les avoirs desdits éta-

Malgré l'absence du co-parrain kantagais, l'atmosphère avait été très gaie, paraît-il, au baptême, il faut dire que M. Sture Linner, chef de l'opération O.N.U. au Congo » y assistait.

Mais, la fête à peine terminée, Mobutu ne s'était-il pas mis en tête de traverser le fleuve Congo ? Puisque Tschombé n'était pas venu, eh bien, il irait le trouver ! Malheureusement il comptait sans une sentinelle qui patrouillait sur l'autre berge. Sitôt que Mobutu eut mis le pied sur la rive ex-française, la sentinelle donna l'ordre au « général » de déguerpir promptement.

Celui-ci claqua des talons, fit demi-tour et repassa l'eau. Il paraît qu'il était même en colère. Pensez ! pour un général, quelle humiliation !

biens sont bloqués dans toutes les banques de la République de Guinée jusqu'après inventaire des biens et établissement d'un bilan.

Tout le personnel de citoyenneté guinéenne est maintenu. Le personnel étranger peut expressément faire une demande à l'E.N.T.R.A.T.

Ce décret a été mis à exécution le jour même par une commission constituée par : MM. le ministre des Travaux publics et des Transports, le directeur général des services de sécurité, le chef du service des Domaines, le directeur et le directeur adjoint de l'Entreprise nationale des transports routiers, d'aconage, de transit et de consignation maritime. La notification du présent décret a été faite tant à l'ancienne direction qu'aux travailleurs des Etablissements Jules Burki.

• suite page 2

Nouvelles de la Capitale

LES ÉTABLISSEMENTS J. BURKI propriété guinéenne

suite de la première page

En exécution de cette ordonnance, M. Touré Ismaël, a pris ce matin possession des bâtiments, matériels et installations désormais propriétés de l'Etat de Guinée.

Après inventaire complet du matériel dans les ateliers, magasins de gros outillage, services d'exploitation et annexe, des ateliers de mécanique et des réparations, du parc des remorques, semi-remorques et véhicules utilitaires; camions lourds et engins pour les usages de maintenance et des installations actuellement en service au Port de Conakry, et avant la visite et la prise en compte de la Cité, on a pu se rendre compte de l'importance de cette branche d'activité qui depuis notre accession à la souveraineté, échappait au contrôle de notre économie nationale.

En effet réalisant un chiffre d'affaire mensuel de l'ordre de 80 millions de francs guinéens, cette entreprise utilisait pour le fonctionnement de ses services 48 agents de maîtrise, comprenant 19 éléments étrangers dont 4 Français et 430 employés subalternes pour lesquels une rémunération globale de 15 millions de francs par mois, était versée. A ce chiffre il faut ajouter 8 à 11 millions de francs par mois pour l'ensemble du personnel relevant du Bureau d'Embauche de la main d'œuvre portuaire.

Notons qu'en février 1961, il y avait 37 Européens dont le nombre a été ramené à 4 par suite d'une action syndicale de l'Union locale des Dockers et qu'un seul Guinéen avait été porté à la direction d'un poste clé, celui des agrumes : il s'agit en l'occurrence de M. Bangoura Alkaly, récemment nommé directeur-adjoint de l'E.N.T.R.A.T.

M. Touré Ismaël, membre de la direction nationale du Parti et ministre des Travaux Publics et des Transports qui a procédé ce matin à l'exécution de la réquisition nationale, était accompagné de MM. Barry Alpha Bacar et Bangoura Alkaly, respectivement Directeur et Directeur adjoint de l'E.N.T.R.A.T. et de M. Bahily Abdourahmane, chef du service des Domaines.

COURRIER

Postez vos correspondances

- SAMEDI
Pour Freetown, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
- DIMANCHE
Pour Robertfield, recommandés à 10 heures, ordinaires à 10 h 30.
- Pour Freetown recommandés à 10 h 00, ordinaires à 10 h 30.
- LUNDI
Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Ouagadougou, Niamey, recommandés à 9 heures, ordinaires à 9 h 30.
- Pour Las-Palmas, Casablanca, Alger, Tunis, Genève, Prague et tous pays de l'Est, Amsterdam, recommandés à 11 h, ordinaires à 11 h 30.
- Pour Robertfield, Abidjan, Lomé, Douala, Cotonou, Lagos, Accra, Bobo, Niamey, Kissidougou et Nzérékoré, recommandés à 16 h 30, ordinaires à 17 heures.
- MARDI
Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Abidjan, recommandés à 8 h 00, ordinaires à 8 h 30.
- Pour Bathurst, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
- Pour Boké, Labé et Kankan, recommandés à 16 h 00, ordinaires à 16 h 30.

La délégation guinéenne aux fêtes commémoratives de la révolution cubaine

On sait qu'une délégation de la République de Guinée, conduite par M. Béavogui Louis-Lansana, membre du B. P. N., ministre des Affaires étrangères, et comprenant MM. Soumah Nabilissa, ambassadeur de Guinée au Libéria et Barry Boubacar, directeur de cabinet du Président de la République, avait quitté Conakry le 21 juillet dernier pour assister aux cérémonies commémoratives de la révolution cubaine.

A son arrivée à la Havane, elle a été accueillie à l'aéroport par le ministre cubain des Affaires étrangères, M. Raoul Roa. L'après-midi même, elle assistait à un festival sportif, où elle a pu admirer 72.000 jeunes en uniforme exécutant nombre de figures dans un mouvement d'ensemble des plus impressionnants.

Le 26 juillet, jour anniversaire de la révolution, le Dr Fidel Castro prit la parole quatre heures durant sur la place de la Révolution devant plus de 500.000 personnes et de nombreuses délégations étrangères, dont une de l'Union soviétique dans laquelle on remarquait le premier cosmonaute Youri Gagarine qui adressa un message au peuple cubain.

Flétrissant l'action impérialiste et colonialiste, le premier ministre M. Fidel Castro, a mis l'accent sur le sens, le contenu et la portée de la révolution cubaine, qui est,

a-t-il souligné, une révolution socialiste.

Le 27 juillet, une grande concentration populaire fut organisée sur la Playa Giron, plage où avait débouté l'attaque contre-révolutionnaire d'avril dernier: elle fut le théâtre de grandes manifestations, avec danses folkloriques, défilé de plus de 10.000 jeunes et présentation de l'une des 94.000 brigades d'alphabétisation couvrant toutes les campagnes.

Le 28 juillet dans la matinée, la délégation a été reçue en audience par le ministre des Affaires étrangères et par le président de la République cubaine, le Dr Osvaldo Dorticos Torrado. D'autres audiances et entretiens étaient prévues dans l'après-midi du 28 et pour la journée du 29 juillet.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la télévision cubaine, M. Béavogui Louis-Lansana, a rendu un vibrant hommage au peuple cubain. Le chef de la délégation guinéenne a exprimé le souhait que les idées nouvelles et nationalistes exprimées avec force à Cuba se répandent rapidement dans tout le continent américain. « Des deux côtés de l'Atlantique, a ajouté M. Béavogui Louis Lansana, nos deux peuples mènent la même révolution. »

Parlant ensuite de la prochaine conférence au sommet des pays non-alignés qui se tiendra en Yougoslavie, le ministre guinéen s'est déclaré convaincu que cette grande rencontre des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

L'AFRIQUE CONSCIENTE

SE SENT MENACÉE

(Suite de la première page)

devait fatalement amener celles-ci à se méprendre dangereusement sur la réelle volonté de décolonisation de votre pays et avait semé le doute et la confusion dans l'esprit des Etats et des Nationalistes Africains résolument anti-colonialistes et anti-impérialistes. L'acte barbare perpétré à Bizerte par la soldatesque française jette une lumière brutale sur cette situation dont les véritables intérêts de la Tunisie ne pouvaient s'accommoder plus longtemps. Toute l'Afri-

Une foule nombreuse à accompagné

Albert Jacques Fowler à sa dernière demeure

C'est une foule nombreuse qui a été accueillie au port, vendredi après-midi, la dépouille funéraire de notre collaborateur et ami Albert-Jacques Fowler.

Etaient présents le ministre de l'Information et du Tourisme, le

LE COMITÉ DU FONDS DE SOLIDARITÉ

ACDN AFRICAINE

Le Comité du Fonds de solidarité s'est réuni à Conakry

commandant de région militaire, représentant le gouvernement, les membres de la famille du disparu, et les cadres de l'Information.

Une longue file a accompagné samedi après-midi le défunt à sa

afro-asiatique

Latine constituera un grand succès.

...d'après le Bizeret par la soldatesque française jette une lumière brutale sur cette situation dont les véritables intérêts de la Tunisie ne pouvaient s'accommoder plus longtemps. Toute l'Afrique consciente se sent menacée par cette agression et dans cette dure épreuve, l'Assemblée Nationale de la République de Guinée, traduisant fidèlement le sentiment unanime de son peuple, vous assure de sa plus agissante sympathie et de son soutien entier et inconditionnel.

Très hautes considérations.

HOTEL DU FOUTA - DJALLON A D A L A B A

Avec son personnel qualifié,
Son service soigné,
Ses chambres confortables,
Son cadre de verdure.

Le tout dans un climat idéal.
L'Hôtel du Fouta-Djallon est ouvert en toutes saisons.

En conséquence il informe le public (touristes, convalescents) qu'il est à la disposition de toute personne désirant y faire un séjour ou une simple escale.

...tive, représentant le gouvernement, les membres de la famille du disparu, et les cadres de l'information.

Une longue file a accompagné samedi après-midi le défunt à sa dernière demeure.

Au nom du ministère, M. Camara Bengaly a prononcé l'éloge d'Albert Jacques Fowler en retraçant la vie militante et patriotique du disparu, dont tous les camarades de l'information gardent le souvenir dans leur cœur.

Autocritique

Quelques erreurs de mise en page se sont glissées ces derniers temps dans Horoya, notamment dans le dernier numéro. Nous nous en excusons auprès de nos aimables lecteurs, qui comprendront que ce sont là des cas qui peuvent se produire dans tout journal.

Conscients de nos responsabilités, et ayant le souci constant de satisfaire notre clientèle par la présentation d'un travail de qualité, nous déploierons tous les efforts pour éviter le retour de pareilles erreurs.

KEN.

LES SPECTACLES

OU IREZ - VOUS

CE SOIR

DEMAIN

ET APRÈS ?...

AU PALACE

Samedi 5 : Alerte aux gardes-côtes - La ferme des hommes brûlés
Dimanche 6 : Le vent de la plaine - Escapade
Lundi 7 : Attaque - Ofen Negro
Mardi 8 : Les années dangereuses - Justicier solitaire
Mercredi 9 : Le triporteur - Le masque noir
Jeudi 10 : L'inspecteur connaît la musique - Forêt interdite

MINUTIER s'est réuni à Conakry

Le Comité du Fonds de solidarité afro-asiatique s'est réuni à Conakry, les 28 et 29 juillet 1961 sous la présidence de M. Touré Imaél. Ce Comité constitué en février dernier est composé de sept membres élus par le Mouvement de solidarité des peuples afro-asiatiques et République Populaire de Chine (Vice-Présidents) ; membres : Indonésie, Kameroun, R.A.U., U.R.S.S.

Au cours de sa réunion, le Comité a noté avec satisfaction le développement de la lutte de libération nationale en Afrique et en Asie, plus particulièrement en Algérie, en Angola, au Congo, au Kameroun, au Sud-Vietnam, au Laos et en Iran Occidental.

Il a décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour accroître son activité et aider à l'intensification de cette lutte.

Il a constaté avec satisfaction qu'il dispose de ressources financières et matérielles, de bourses d'études et de stage, de possibilités de prodiguer des soins médicaux aux combattants des pays qui luttent pour leur indépendance nationale. Ainsi, dès à présent il peut aider les organisations qui luttent contre le colonialisme.

Au cours de sa réunion il a examiné les demandes d'aide qui lui étaient soumises par différentes organisations et a satisfait les plus urgentes d'entre elles, dans la mesure des ressources dont il dispose.

Il a décidé de s'adresser à toutes les organisations progressistes et à tous les Etats démocratiques du monde entier pour leur demander de l'aider à accroître encore davantage son activité en faveur de la liberté et de la paix dans le monde.

Régie Nationale de l'Imprimerie

Toutes les personnes ou Sociétés intéressées par la réorganisation du Secteur Commercial peuvent se procurer des n° 12 et 13 du *Journal Officiel* de la République de Guinée qui publient les décrets :

N° 165 portant organisation du Ministère du Commerce ;

N° 166 portant organisation de la profession de commerçant en République de Guinée ;

N° 167 portant création d'un Conseil National des programmes d'exportation et d'importation ;

N° 171 fixant les règles d'inscription au registre de commerce ;

N° 172 créant l'Entreprise Nationale d'acconage, de transit

et de consignation des navires en Guinée ;

N° 173 créant l'Entreprise d'importation d'articles textiles et d'habillements ;

N° 174 créant l'Entreprise Nationale d'importation des marchandises diverses ;

N° 175 créant l'Entreprise Nationale d'importation de matériel pour le bâtiment ;

N° 191 fixant les attributions de l'Office des Changes ;

N° 220 portant création et fixation des statuts de la Banque dénommée « Crédit National pour le commerce, l'industrie et l'habitat » ;

N° 204 portant création de la « Société Nationale d'Assurance ».

Accord culturel franco - guinéen

(Suite de la première page)

Après l'allocution prononcée par M. Jean-Louis Pons, qui avait remercié le ministre de l'Éducation nationale et exprimé sa satisfaction quant à la signature de cet accord, M. Damentang Camara a déclaré à son tour :

« Le gouvernement de la République de Guinée se félicite de la signature de cet accord culturel avec la République française.

« En effet, il revêt une signification particulière et constitue un pas en avant dans la voie de la normalisation des relations franco-guinéennes.

« Bien que la République de Guinée ait opté pour l'indépendance en 1958, elle a continué à enseigner le français dans ses écoles, tout en sauvegardant bien entendu sa propre culture. Elle a aussi choisi le français comme langue officielle. D'autre part, c'est en France que nous comptons actuellement la plus grande partie de nos étudiants qui poursuivent leurs études supérieures à l'étranger.

« Tous ces faits justifient pleinement la signature du présent accord. Dans le cadre de notre politique internationale, la République de Guinée a toujours affirmé sa volonté de coopération loyale avec tous les peuples du monde, sur la base de la réciprocité des intérêts et de l'égalité, à condition que cette coopération n'entraîne rien de notre souveraineté.

« Nous considérons donc, Excellence, la signature d'un accord culturel entre nos deux pays, comme une contribution effective dans le renforcement des liens d'amitié entre le peuple français et le peuple de Guinée. »

Latine constituera un grand succès.

Les Inspections annuelles du B. P. N.

M. CAMARA BENGALY
ministre de l'Information

à Sinko - Beyla

La seconde journée à Beyla de la délégation de la direction nationale du Parti conduite par M. Camara Bengaly, membre du B.P.N. ministre de l'Information et du Tourisme, a été particulièrement chargée et riche en enseignement.

En effet, dès les premières heures du mardi 18 juillet, accompagnée par les membres du comité directeur de la section auxquels s'étaient joints le commandant de la région administrative et une importante délégation de militants et militantes des comités de quartiers de Beyla, la délégation nationale s'est rendue au poste administratif de Sinko situé à 50 kms de Beyla, à la frontière de la République de Côte d'Ivoire.

A l'image de Beyla, les populations de Sinko, lui ont réservé un accueil chaleureux, de la permanence du Parti à la place de la résidence, où des manifestations folkloriques étaient organisées. Le responsable du comité de Sinko, dans son allocution de bienvenue, a notamment déclaré : « Nous sommes heureux, militants et militantes des deux comités de Sinko, de saluer à travers votre personne, le Bureau Politique National et le gouvernement de la République. Nous sommes d'autant plus fiers de votre visite que notre détermination pour la consolidation de notre souveraineté nationale et pour la réussite avant terme de notre premier plan de développement

« Notre mission d'inspection est

aussi une mission de prise de contact. D'inspection, elle s'inscrit dans le cadre des visites annuelles du B.P.N. pour le classement des sections. » Après avoir rappelé les critères de ce classement, le chef de la délégation nationale, a de nouveau défini le rôle de tous les agents de l'administration guinéenne au service exclusif du peuple. « Notre révolution ne sera totale que lorsque tous, à tous les échelons de la nation, nous serons suffisamment imprégnés des principes fondamentaux du P.D.G. La nécessaire reconversion de nos méthodes, de nos pratiques héritées du système colonialiste doit trouver sa source d'inspiration dans l'accomplissement de notre devoir de militants engagés. En effet, notre appareil administratif à l'image du P.D.G. expression authentique de la

volonté de notre peuple, doit obéir aux légitimes aspirations de nos masses laborieuses. C'est ce peuple qui a fait et qui continue de faire la révolution guinéenne. Tous, fonctionnaires, médecins, instituteurs, agents techniques, nous devons notre formation aux sacrifices consentis par ce peuple qui, le premier, a pris conscience des méfaits du système colonialiste et constitue la couche défavorisée qui en a le plus souffert. Sous ce régime, nos populations ont subi les pires vexations et les injustices les plus flagrantes. Aujourd'hui, il nous appartient de redonner à ces populations leur personnalité jadis

A Beyla, M. Camara Bengaly et les personnalités de sa suite ont eu à apprécier le gigantesque effort entrepris par la section qui, une fois encore, a fait la preuve de sa capacité de mobilisation des masses et de son engagement dans l'œuvre de reconstruction nationale. Par le centre de modernisation rurale où la délégation a admiré les pousses de riz d'un champ de plus de 20 hectares, la promenade s'est poursuivie par les chantiers de la Villa Silliy, véritable chef-d'œuvre d'architecture réalisé sur la colline dominant à l'est le vieux Beyla et les quartiers du centre. Dans un très beau site touristique d'où la vue s'étend sur plusieurs kilomètres, la Villa Silliy est en voie d'achèvement.

A son tour, la ferme régionale a accueilli la délégation nationale.

Autour de M. Koita Alamy, directeur de la Production, le personnel rassemblé devant le portail de la ferme a présenté à la délégation en guise de bienvenue une calebasse de lait, produit de la ferme et un échantillon des plants en expérimentation. Des chapiers à la basse-cour, en passant par la pondeuse et le bassin dans lequel barboyaient des canards et des canes, parmi la volaille et le bétail, la délégation a pu admirer l'effort accompli. Oui, la nation guinéenne est en bonne voie pour une émancipation rapide.

(à suivre.)

M. KABA MAMADI
président de la C.N.T.G.
à Mamou

Après deux jours de travail ininterrompu à Kindia, la délégation du Bureau Politique National conduite par M. Kaba Mamadi membre du B.P.N., Président de la C.N.T.G. en se rendant à Mamou, devait être vivement acclamée à son passage par les derniers comités de Kindia. Les manifestations populaires qui ont été alors organisées dans ces localités rurales attestent éloquemment le profond attachement de nos masses au programme révolutionnaire du PDG. Le comité directeur de Kindia et le commandant de région qui accompagnent le cortège officiel tout au long du parcours ont pris congé du chef de la délégation et de sa suite.

A la frontière de la région administrative de Mamou, une délégation comprenant M. Diop Mamadou secrétaire général de la section et M. Barry Alpha Oumar attendaient la mission du Bureau Politique National. Celle-ci a fait une entrée triomphale dans la ville où plus de 15.000 personnes l'ont accueilli dans l'enthousiasme. Le défilé de la J.R.D.A. de Mamou, qui sortait vraiment des sentiers battus, a rappelé à tous regards les plus brillantes manifestations

de notre capitale. Ce grand défilé a été marqué par la participation effective de tous les secteurs de notre économie nationale, depuis les travailleurs de bureau, jusqu'aux célèbres chasseurs de Ouré-Kaba, en passant par les paysans et les ouvriers.

M. Kaba Mamadi, devait ensuite décorer solennellement de la Croix du Compagnon de l'Indépendance M. Condé Abdoulaye, Mme Mama Traoré et M. Alamy Cyré. Dans un chaleureux discours de bienvenue, le secrétaire général de la section de Mamou, M. Diop Mamadou n'a pas manqué de rendre hommage à tous les martyrs du colonialisme, de l'immortel Patrice Lumumba, aux récentes victimes de Bizerte.

En réponse à cette allocution M. Kaba Mamadi a remercié les populations de Mamou en rappelant les glorieuses étapes de la lutte anticolonialiste du P.D.G. dont le vaste combat a débouché à la victoire du 28 Septembre 1958.

Dans la soirée, la délégation a assisté à une représentation théâtrale qui lui avait été offerte par le comité régional de la J.R.D.A.

Dans la matinée de vendredi 28 juillet, la délégation a eu un premier contact avec les membres du comité directeur de la section. M. Kaba Mamadi, ainsi que les membres de sa suite, se sont informés du fonctionnement de la section, de la nature des rapports entre les responsables politiques, administratifs et syndicaux. Ce fut ensuite la visite aux onze

M. KEITA N'FAMARA
ministre du Commerce

à N'Zérékoré

Après Macenta, la délégation été chaleureusement saluée par

économique et social, est de plus en plus renforcée par une participation de l'ensemble de nos militants. Nous savons également qu'à cette détermination de notre comité, se joint celle de toutes les sections du P.D.G. et nous sommes certains de la victoire finale qui couronnera nos efforts communs. Pour cela, nous avons à vous faire visiter des réalisations qui, bien que modestes constituent pour cette première tranche de notre œuvre de construction nationale, une contribution à l'entreprise d'émancipation décidée par la Conférence nationale de Kissidougou. En effet, en plus de la permanence du Parti que vous allez tout à l'heure visiter, nous avons également réalisé un bureau des Postes et Télécommunications, une école qui n'attend plus que le personnel enseignant, un poste administratif avec des locaux pour ses différents services. Nous ajouterons à cette modeste contribution des champs collectifs réalisés au niveau de tous nos comités de villages, des ponts et routes permettant l'accès à chacun de nos villages, et cela en toutes saisons.

Certes la tâche qui nous attend est immense; mais nous ne la redoutons pas, assurés que nous sommes de la justesse de notre lutte pour une émancipation réelle, rapide et pour un meilleur devenir. Permettez-nous, Messieurs les délégués, de remercier une fois encore la direction nationale du Parti de l'heureuse initiative entreprise pour la multiplication de telles visites qui, nous sommes certains, contribueront à une meilleure compréhension et à une parfaite assimilation des principes de notre Parti. »

En réponse à cette allocution, M. Camara Bengaly, - dont les propos étaient traduits en langue nationale malinké, par M. Bah Caba, secrétaire général de la section -, a exposé à l'assistance, les grandes lignes de la mission de la direction nationale du P.D.G.

notre reconnaissance. Dans le contexte de la révolution guinéenne, basé sur une égalité en droit et en devoir, la justice pour laquelle notre peuple s'est battu doit être équitable. Nous avons la lourde responsabilité de devenir de cette nation et notre rôle, à chacun, doit être d'abord éducatif.

Si par exemple hier les services de la Justice et ses auxiliaires étaient considérés comme des organes de répression, que les agents de police, gendarmes, gardes républicains et autres, étaient l'objet d'une crainte justifiée et haïs du peuple, aujourd'hui, il leur appartient de donner à nos masses populaires la preuve de leur totale reconversion. En effet, les textes encore en vigueur ne doivent pas être interprétés comme tels, mais en fonction des aspirations de nos populations et harmonisés avec leur degré de compréhension. Nous devons donc renforcer notre esprit d'éducation, de collaboration pour une amélioration sensible de notre rendement individuel et collectif.

Terminant cette brillante allocution, M. Camara Bengaly a dit la satisfaction de la délégation devant les manifestations organisées dans la discipline, l'ordre et la concorde.

A la lumière des réponses données aux questions posées par l'inspecteur national, la délégation a eu une preuve supplémentaire de la parfaite connaissance par les militants de Sinko des principes élémentaires du P.D.G.

Avant de regagner Beyla en début d'après-midi, la délégation du B.P.N. a inspecté la permanence du Parti où elle a apprécié l'ordre et la régularité des registres qui lui ont été présentés. Elle a ensuite visité les réalisations des comités avant de prendre congé des militants et militantes de Sinko.

Sur le chemin du retour, les communes villageoises ont témoigné à la délégation nationale leur enthousiasme.

du bureau politique national, conduite par M. Keita N'Famara, a été accueillie au bac de Dianj jeudi 28 juillet, par une délégation du comité directeur de la section de N'Zérékoré, comprenant le secrétaire général, le commandant de la région et trois jeunes filles, vêtues aux couleurs nationales.

Au poste administratif de Koulé, la délégation nationale a

LE MONUMENT DE LA LIBERTÉ

SERA ÉRIGÉ

DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL

L'A.D.N. annonce de Berlin que le monument qui doit être érigé à Conakry, en République de Guinée sera exécuté par le grand sculpteur Walter Howard, de la République Démocratique Allemande. M. Howard a déjà visité la Guinée où il a eu des conversations avec les dirigeants de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (C.N.T.G.)

Député du prix d'art de l'Union des Syndicats Libres Allemands, M. Howard dressera le monument de la Liberté en face de la Bourse du travail. De même qu'il en fera un autre pour les Syndicats ghnéens.

Le modèle du monument montrant un jeune Africain plein de force, aux épaules, aux bras tendus et musclés, et dont le visage rayonne de fierté dans la liberté reconquise.

Nous remarquerons aussi, en relief, un large tableau de bronze représentant quatre étapes importantes dans la vie du peuple de Guinée.

1° La grève de 1953;

2° Le Président Sékou Touré à un meeting d'ouvriers;

3° Le vote de la Guinée contre le référendum du général de Gaulle;

4° La jeunesse guinéenne au travail et à l'étude.

Après que le cortège eût gagné la tribune officielle, le discours de bienvenue lui fut adressé par le secrétaire général de la section.

En réponse à cette allocution, le chef de la délégation a transmis à la section le salut de la direction nationale du Parti. Puis il a défini l'objet de la mission d'inspection prévue chaque année dans les sections du Parti Démocratique de Guinée.

Après ces deux discours, ce fut le traditionnel défilé de la J.R.D.A., cet élément vital et espoir de la nation.

Une soirée récréative devait cloôturer cette première journée d'inspection de M. Keita N'Famara à N'Zérékoré.

A Pita

Session budgétaire Conseil Général

La session budgétaire du Conseil général de Pita a été solennellement ouverte le lundi 31 juillet. Au cours de la première séance, le Conseil général a tenu à réaffirmer son attachement inconditionnel au Parti et au Gouvernement.

A cette même occasion, M. Chérif Sékou, commandant de la région de Pita, a offert aux conseillers, aux membres du comité directeur et aux chefs de service une brillante réception dans sa résidence.

comités de la ville de Mamou, visite au cours de laquelle a été inauguré au quartier de Petel, le pont Lumumba.

« En donnant à votre pont le glorieux nom de l'immortel Patrice Lumumba » a déclaré M. Kaba Mamadi « Vous marquez votre profond attachement à l'authenticité africaine et aux hommes politiques qui l'incarnent. »

Nos lecteurs écrivent

« C'est bien vrai: lire HOROYA, c'est s'instruire, s'informer. »

« Je pense qu'il est grandement nécessaire et même indispensable, que notre masse laborieuse de Guinée, prenne conscience, de l'importance et du profit qu'il y a à travailler pour soi-même, à vendre pour soi-même, à faire triompher la solidarité et la coopération entre tous les secteurs de la nation.

Dans cette coopération, je veux dire simplement ma joie, d'avoir rencontré une presse aussi instructive qu'HOROYA qui prend une part importante dans l'essor de la vie guinéenne avec ses articles sur l'Afrique d'aujourd'hui et son feuilleton sur l'Afrique d'hier.

Avant, j'achetais un numéro par semaine que je lissais et relisais. Maintenant je me suis abonné auprès d'un vendeur qui doit m'apporter chaque numéro et j'aimerais bien qu'il m'en apportât un chaque jour.

Et pour exprimer ma joie, je dis vive l'A.G.P.; vive le P.D.G., son gouvernement et le B.P.N., pour les efforts couronnés de succès dont ils ont fait preuve depuis l'accession de notre pays à l'indépendance.

ROFANA Bandéon
Commis P.T.T. à Conakry.

« A NOS LECTEURS »

En raison de l'abondance des matières, nous reportons à notre prochain numéro la publication du roman - feuilleton « Soundjata ».

La Rédaction.

La vie dans la Nation

L'Université Ouvrière Africaine

UN CREUSET PERMETTANT AUX TRAVAILLEURS

DE RÉALISER ENSEMBLE LES OBJECTIFS COMMUNS AUX PEUPLES AFRICAINS

A l'intention de nos lecteurs, notre camarade Gastaud, professeur à l'Université Ouvrière Africaine, a bien voulu accorder avant son départ l'interview que nous reproduisons ci-dessous à notre envoyé spécial :

Question : A l'intention de nos lecteurs de HOROYA, pourriez-vous nous parler, M. le professeur, de l'évolution des séminaires depuis votre arrivée en Guinée?

Réponse : Sur l'initiative de l'U.G.T.A.N., le premier séminaire syndical était ouvert à Dalaba du 6 au 22 février 1960. Il était consacré plus particulièrement aux militants devant acquérir la connaissance des problèmes de Sécurité Sociale. A la suite de ce séminaire, une conférence sur la Sécurité Sociale s'est tenue à Dakar. Plusieurs secrétaires de la C.N.T.G. y prirent part.

Depuis sa création, l'Université Ouvrière Africaine a déjà contribué à la formation de 175 cadres venus de toutes les parties d'Afrique de langue française, ainsi que de l'Angola, de la Guinée portugaise et de Sao Thomé.

Cette initiative de l'U.G.T.A.N. quant à la formation des cadres a été saluée avec enthousiasme par les organisations syndicales africaines. C'est grâce à l'aide de la C.N.T.G. et à la solidarité du mouvement syndical révolutionnaire qu'elle pu se développer.

L'orientation de l'école et son programme ont été mis en place par la direction de l'U.G.T.A.N. et les cours sont également contrôlés par elle.

LE CONSEIL

DES MINISTRES

Le Conseil des ministres s'est réuni le 27 juillet, de 10 heures à 15 heures sous la présidence du chef de l'Etat.

La Chambre Economique qui devint le Conseil Economique de la République de Guinée, ne relève plus désormais du ministère du Commerce.

Il est créé, au sein du ministère du Commerce en remplacement de la direction du contrôle, une inspection générale du Commerce, rattachée à l'inspection générale des Affaires administratives et financières et exerçant un contrôle absolu sur toutes les activités commerciales.

L'Entreprise nationale d'Acco-nage devient l'Entreprise nationale de Transport routier, d'Acco-nage, de Transit et de Consignation maritime (E.N.T.A.T.), placée sous la tutelle du ministre des Travaux publics et des Transports.

D'autre part, M. le Président de la République a informé l'assemblée du déroulement du voyage de la mission guinéenne actuellement à Cuba.

Le Conseil des ministres a arrêté ensuite diverses dispositions concernant l'accueil à réserver au Président de la République de Côte d'Ivoire, lors de sa prochaine visite officielle en Guinée.

Le Conseil a terminé sa séance en examinant, en dernière lecture, le statut particulier du personnel enseignant de la République de Guinée.

Nouvelles de l'Enseignement

CRÉATION DE STAGES

DE PERFECTIONNEMENT PÉDAGOGIQUE

Ouverture à Conakry du stage des enseignants de la première circonscription

par M. Camara Bengaly

Le ministre de l'Education nationale a eu l'heureuse initiative de stages pédagogiques pendant les grandes vacances scolaires, à l'intention d'une certaine catégorie d'enseignants. Cette mesure, a pour but de permettre aux moniteurs d'enseignement et autres instituteurs adjoints de parfaire leurs connaissances pédagogiques de mieux assimiler encore le rôle primordial d'éducateurs qui leur est dévolu.

Sont donc invités à se présenter à ces stages :

1° La totalité des moniteurs auxiliaires en service à la date du 30 juin 1961 ;

2° La totalité des moniteurs adjoints stagiaires en service à la date du 30 juin 1961 ;

3° La totalité des instituteurs adjoints stagiaires en service à la date du 30 juin 1961.

L'appel des stagiaires a été fait dans les différents centres le 1^{er} août. A ces personnels s'ajoute celui recruté à la suite des derniers examens.

Tous ces stagiaires sont convoqués dans les centres de stage ci-après :

A Conakry : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Con-

initialement à Labé et qui se tiendront finalement à Conakry du 14 au 17 août 1961.

« La qualité de l'enseignement reste essentiellement fonction de la qualité de l'enseignant. Il s'avère nécessaire, pour ne pas dire indispensable, que les enseignants de Guinée reçoivent une formation, tant intellectuelle que pratique basée sur toutes les données nécessaires, conformes aux réalités de notre peuple.

« En dehors des cours de formation pédagogique pure, les enseignants suivront, tout comme les élèves du cours secondaire, des cours d'éducation politique et civique qu'ils dispenseront ensuite à leurs élèves.

« Le Parti Démocratique de Guinée et le gouvernement de la République ayant pris des dispositions favorables pour encourager les enseignants, il appartiendra à ceux-ci de créer, par une formation professionnelle poussée, les conditions de leur propre promotion. Ceci est d'ailleurs valable pour l'ensemble des fonctionnaires de notre Etat, car, responsables que nous sommes de la conduite des activités politiques, administratives, culturelles, économiques, humaines et sociales,

lutte des travailleurs est une et que celle de chacun s'inscrit dans le cadre des luttes internationales de tous ceux qui sont épris de paix et de progrès social ; que les vic-

La base commune qu'ont reçue les stagiaires aidera considérablement à la réalisation du mouvement syndical africain et à l'unité sur les objectifs de la Centrale.

ou sont leurs véritables amis en Afrique et dans le monde : en s'appuyant toujours sur les masses, les jeunes militants auront appris qu'il faut d'abord obtenir leur confiance ; que sans elles, un militant ouvrier n'est rien ; qu'il faut toujours s'en référer à elles.

La direction de l'U.G.T.A.N. envisage l'ouverture de prochains séminaires permettant aux travail-

de venir eux aussi s'instruire. Ainsi, les Africains quelle que soit la langue qui leur a été imposée par le colonisateur, se comprennent et pourront agir ensemble pour leurs objectifs communs d'indépendance, de paix et de progrès.

Sont également prévus les stages de formation des cadres éducateurs qui, dans toute l'Afrique, suivant les positions particulières de chaque territoire, pourront contribuer à la formation des centaines de militants de base en leur fournissant tous les éléments de confiance dans un avenir radieux pour leurs propres pays peuples.

N.D.L.R. : Expliquez, expliquez, telle est la devise de cette école, les explications théoriques liées à la pratique renforcent la confiance de chacun dans la victoire contre les forces de la réaction, pour la

A.G.

2° **A Kindia** : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Kindia, Télémélé, Gaoual, Youkounkoun, Dabola, Faranah, Din-

3° **A Mamou** : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Mamou, Da'aba, Pita, Labé, Mali et Tougoué;

Kankan, Siguiri, Beyla et Kérouané ;

5° **A Macenta** : tous les stagiaires en service ou résidant dans

les régions administratives de Macenta, Gueckédou, Kissidougou et N'Zérékoré.

M. Camara Bengaly, ministre de l'Information et du Tourisme représentant le gouvernement et le B.P.N., s'exprima en ces termes :

« Chers stagiaires,

« Le Parti Démocratique de Guinée, expression de notre peuple,

« C'est dans ce cadre que les stratégies néoacadémiques des monteurs

de l'enseignement a été organisée

« L'enseignement occupe, dans notre politique révolutionnaire, une place importante, car la formation de notre jeunesse qui constitue l'avenir de notre nation doit répondre aux exigences de notre évolution. C'est pourquoi le problème de l'enseignement est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine conférence du Parti démocratique de Guinée, prévue

nous devons tous à l'éducation que nos responsabilités respectives, nous montrer suffisamment aptes à les assurer avec efficacité en vue de donner satisfaction à notre peuple.

« Nous avons la conviction profonde que les enseignants de Guinée, auxquels nous rendons hommage pour les efforts déjà fournis dans le cadre de la reconversion, sauront toujours faire preuve de sentiments patriotiques pour mériter la confiance, la plus grande confiance placée en eux par le Parti et par le gouvernement.

« L'accomplissement des tâches qui leur sont assignées sera, nous en sommes certains, assuré avec l'esprit de suite, de sacrifice nécessaire qui s'impose pour faire honneur à la classe enseignante, faire honneur à notre nation et répondre, par conséquent, à la vocation africaine de la politique révolutionnaire du Parti Démocratique de Guinée.

« Les cours qui vous seront dispensés vont être sanctionnés par un examen de fin de stage pour la sélection des meilleurs d'entre vous, en vue d'une judicieuse répartition des classes à la rentrée prochaine, afin que les élèves puissent en bénéficier au maximum à leur retour.

« Vous avez donc à fournir les efforts qui s'imposent en la circonstance, pour non seulement recevoir les enseignements, mais les assimiler rapidement afin de les mieux utiliser dans l'intérêt de notre peuple.

« C'est le message que je suis chargé de vous transmettre au nom du Parti Démocratique de Guinée et du gouvernement de la République, convaincu d'avance que ce stage connaîtra un succès écatant digne de vos efforts et de votre patriotisme ».

Le ministre-résident de Guinée au Ghana, M. Abdoulaye Diallo assistait à la cérémonie ainsi que M. Béhanzin directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale et les inspecteurs primaires de 1^{re} et 2^e circonscription MM. Eli Biau et Touré Fodé.

Nouvelles du Continent africain

L'AFFAIRE DE BIZERTE LES FARCES KATANGAISES

(suite de la page 1)

on, vient nous proposer la « Coopération »... Les tunisiens en ont assez. Elle leur apporte tous les malheurs !

Le magazine « News Week » a demandé au Président Bourguiba dans une interview, s'il ordonnerait une reprise des combats au cas où les Français refuseraient de partir. Le Président tunisien a répondu :

« Aucun compromis n'est plus possible. Je n'aurais pas à donner l'ordre de combattre. La bataille reprendrait toute seule !

L'agence marocaine « Maghreb Arabe Presse » constate : « En déclarant la bataille pour l'évacuation de Bizerte, le gouvernement tunisien, avec une affaire nationale, vient de faire avancer d'un pas de géant la marche de l'Afrique vers son unité, renforçant les liens de solidarité avec le monde arabe.

« La Tunisie, un moment sur la voie du semi-engagement, doit à présent rejoindre sans tarder les pays non-engagés. Elle doit faire son entrée effective et active dans le groupe de Casablanca, ratifier la Charte dont les principes de base ont été mis à l'épreuve spontanément et vis-à-vis d'un pays qui ne l'avait pas signée. La Tunisie, dont le peuple a gardé intact son potentiel révolutionnaire, doit figurer parmi les Etats africains authentiquement indépendants, qui ne reçoivent les mots d'ordre ni de l'est ni de l'ouest, mais de leurs peuples. La Tunisie doit être présente à Belgrade le 1^{er} septembre. »

Le journal français « Combat » est désabusé : « Entr'acte à l'O.N.U., échec à Lugrin, compromettent le règlement séparé des problèmes tunisiens et algériens, et rendent inévitable la machébisation du conflit. »

Autre son de cloche aux U.S.A. : le « Christian Science Monitor » de Boston trahit l'inquiétude du bloc militaire de l'O.T.A.N. devant l'éventualité de la perte de Bizerte : « Aussi le « Christian Science Monitor » suggère-t-il à la France non pas de traiter, ou de se retirer, mais... d'attaquer !

frères pour chasser les Français de cette base.

Certains chefs d'Etat africains, trop liés à l'agresseur, et d'autre part craignant de perdre la face, jouent le jeu difficile de sympathiser avec à la fois la victime et l'assassin, autrement dit avec le peuple tunisien et l'impérialisme français.

Certains se bornent à « déplorer un état de fait dont le règlement ne saurait se faire en dehors de la « compréhension mutuelle », de l'amitié », et de la « maîtrise de soi. »

Il est vrai que leur position vis-à-vis de la solidarité africaine est d'autant plus inconfortable qu'ils sont pris entre leurs affinités naturelles et les obligations que certaines alliances gênantes font peser sur leur politique.

D'autres s'associent également entre deux chaises en se posant en médiateurs, allant même jusqu'à rendre hommage au Général de Gaulle « qui, avec tant de clairvoyance et de générosité, a montré à l'Afrique Noire combien la France demeurait fidèle à sa tradition révolutionnaire et à sa vocation libératrice. »

Voilà qui, au moment de l'agression à Bizerte et de la guerre d'Algérie, nous paraît d'un humour vraiment déplacé !

... A moins, actuellement, que ce ne soit du cynisme ; à noter que ces déclarations peuvent n'être pas étrangères au pacte de coopération et de défense entre la France, le Niger, la Côte d'Ivoire et Dahomey, pacte que la Côte d'Ivoire, ou plutôt son gouvernement a ratifié jeudi matin. Il s'agit du traité et des accords de coopération conclus le 24/4/1961, ainsi que de l'accord de défense (conclu à la même

date) entre la France et les trois pays susnommés. Cependant, au Dahomey, troisième signataire pressenti desdits accords, le Président Hubert Maga a déclaré que son pays était intervenu dans les crises d'Angola et de Bizerte parce qu'il soutenait la solidarité africaine.

(suite de la page 1)

Bon gré mal gré, Mobutu attendait une petite heure sur la rive du Congo-Léopoldville, des fois que le ferry-boat de Tschombé viendrait à passer, comme un malin le lui avait fait croire.

Ne voyant rien venir, il se décidait à téléphoner à Brazzaville, craignant que Moïse n'ait pris le bateau. Moïse était tout simplement dans son lit. Il s'excusa d'une voix malade : il souffrait de troubles cardiaques...

C'est d'ailleurs ce qui lui arrive chaque fois qu'on lui parle de retourner à Léopoldville, Kasavubu et Mobutu ont beau être devenus ses très bons amis, il n'aime pas aller les trouver là-bà : ça lui rappelle de mauvais souvenirs.

Mais comme Kasavubu, à son tour ne voulait pas se dérangeant pour aller à Brazzaville, il fallait quand même trouver une solution. On avait besoin, à Léopoldville, d'urgence, du renfort des députés katangais pour faire bloc contre les humbistes.

Puisque Tschombé, méfiant, ne peut pas aller voir Kasavubu chez lui, et que Kasavubu, vexé, ne veut pas se dérangeant pour rencontrer Tschombé au diable, chez l'abbé Yvonne, comment faire ? Tschombé se souvient alors qu'il existe dans une grande île, un vieil homme de bons conseils, L'île est lointaine, mais il y a le

téléphone. Il demande Madagascar et a M. Tsiranana au bout du fil. M. Tsiranana lui susurre quelque chose dans l'écouteur, après quoi Tschombé se tâte : peut-être ira-t-il quand même à Léopoldville ? Enfin, il hésite.

Sur ces entrefaites, un visiteur se présente : « M. O'Brien, de l'O.N.U. ». Il vient prier Tschombé à souper. On parle de pluie et du beau temps. Finalement, Tschombé déclare qu'il est de moins en moins sûr de ne pas aller voir Kasavubu.

S'accordant un temps de réflexion, il rentre néanmoins à Elisabethville.

Pendant ce temps, qu'avait fait M. Munongo ?

Eh bien, M. Munongo, furieux de ce que les américains et leurs alliés hésitent toujours à reconnaître le Katanga comme « Etat », en avait tout simplement appelé aux soviétiques.

« Convaincu de la justice de ses vues, avait-il déclaré tout de go, le Katanga a tendu la main aux puissances occidentales, à l'Amérique et à l'O.N.U. ; en vain !

« L'opinion internationale n'a tenu que nous nous tournons maintenant vers les puissances de l'Est. Elle qualifie ce geste de chantage. C'est faux ! Las de demander en vain la compréhension et l'aide de ceux que nous considérons comme nos amis, il ne nous reste plus qu'à tendre la main au camp opposé et à examiner ses propositions. La rapidité de ses réaction nous change, en tout cas, des attermoissements du monde occidental ».

Le Président Tschombé m'a dit ce matin au téléphone qu'il avait rencontré l'envoyé spécial de l'O.N.U., M. Mahmoud Khiri (Tunisien). Il a cherché plutôt à dissuader le Président Tschombé de demander l'aide soviétique qu'à organiser une rencontre entre les deux Présidents (Tschombé Kasavubu).

M. Khiri ferait mieux de se préoccuper de Bizerte que de nos affaires. Au fait, qu'ont jamais fait pour nous les Arabes, que nous kidnapper et nous vendre comme esclaves ».

Après cette énergique intervention contre la tentative de M. Khiri de kidnapper Tschombé pour le soustraire aux réflexes des soviétiques, M. Munongo devait se voir contredire par ses propres amis, dont le frère de Tschombé, en visite aux U.S.A.

« Il est impossible, déclare la mission katangaise à New-York, que le Katanga s'adresse à l'U.R.S.S. Les Etats-Unis sont les principaux fournisseurs du Katanga auquel ils vendent également minier, voitures, ferrailles, etc. »

Il est vrai qu'ils nous ont refusé dix avions, mais nous les avons eus par l'Allemagne de l'Ouest » (tout finit par s'arranger).

La mission Katangaise aux U.S.A. n'avait d'ailleurs pas besoin de démentir que le Katanga ait l'intention de s'adresser à l'U.R.S.S.

Nouvelles syndicales

Après la réunion de secrétariat de l'UNION SYNDICALE PANAFRICAIN

Le bureau de l'Union syndicale Panafricaine s'est réuni à Casablanca à la mise en place de son secrétariat permanent.

Le bureau a également procédé à un examen approfondi de la situation syndicale en Afrique en fonction du développement de la conjoncture internationale. Il a

réalisé leur unité et renforcent l'U.S.P.A. pour mener ensemble la lutte pour le progrès, la démocratie et la Paix.

A l'issue du Congrès du Syndicat national des Enseignants de la République de Côte d'Ivoire tenu à Abidjan du 6 au 9 juillet 1961, la Fédération des Enseignants d'Afrique

Les « Investis », de Moscou, à l'annonce de l'appel du pied du père Munongo, avaient tenu à rappeler :

« Il va sans dire que l'Union Soviétique n'a aucune intention d'avoir affaire avec la clique de

tion du conflit.

Autre son de cloche aux U.S.A. : le « Christian Science Monitor »

de Boston trahit l'inquiétude du bloc militaire de l'O.T.A.N. devant l'éventualité de la perte de Bizerte. Aussi le « Christian Science Monitor » suggère-t-il à la France non pas de traiter, ou de se retirer, mais... d'attaquer !

« Le premier pas, écrit, cette feuille, doit être fait par la France. Il n'est pas nécessaire que ce soit un retrait. Ce pourrait même être une contre-attaque (1) Paris doit changer de stratégie. Paris devrait être prêt à brandir vigoureusement son dossier à l'O.N.U., qui pourrait comprendre une accusation d'agression contre l'invasion du Sahara par la Tunisie. (...)

L'agression française contre la Tunisie a suscité dans le monde de nombreuses manifestations de solidarité envers le peuple tunisien. A part celles, spontanées et sans réserve des pays africains signataires de la Charte de Casablanca, et celle du Soudan, il convient de citer la note adressée au secrétaire général de l'O.N.U. par M. Sylvanus Olympio, Président de la République du Togo « Le Togo, déclare le Président Olympio dans son télégramme, appuie pleinement les revendications de la Tunisie sur la base de Bizerte.

De son côté, le premier ministre du Nigéria El Hadi Aboubacar Tafawa Balewa, a accusé la France d'avoir agi d'une façon meurtrière à Bizerte, et souhaité que les pays africains puissent coordonner rapidement leurs propres moyens de défense pour être à même de riposter à de semblables actes d'agression. M. Khaleb Hassouna, secrétaire, général de la ligue Arabe, a déclaré que la Tunisie pouvait compter, en tout cas, sur l'aide militaire des pays arabes.

« L'évacuation des forces françaises de la base de Bizerte, a dit M. Hassouna, est une nécessité absolue. Le gouvernement et le peuple tunisien peuvent compter sur l'assistance militaire que vont leur accorder les pays arabes

(date) entre la France et les trois pays susnommés. Cependant, au Dahomey, troisième signataire pressenti desdits accords, le Président Hubert Maga a déclaré que son pays était intervenu dans les crises d'Angola et de Bizerte parce qu'il soutenait la solidarité africaine.

En vue d'établir la somme de solidarité sur laquelle la Tunisie peut compter de la part des peuples africains frères, M. Mohamed Masmoudi est parti mercredi pour Dakar, où il a été sympathiquement accueilli. De la capitale sénégalaise il devait gagner Abidjan et d'autres capitales africaines.

A Moscou, M. Khrouchchev a déclaré qu'une intervention directe de l'Union Soviétique dans l'affaire de Bizerte n'avait pas été envisagée, étant donné que ce problème fait actuellement l'objet d'une tentative de règlement devant les Assises internationales. (selon la proposition afro-asiatique de réunir l'Assemblée générale de l'O.N.U. pour statuer sur l'affaire.)

Aux U.S.A. où l'on redoute une pareille réunion qui internationaliserait la question de Bizerte, on a délégué M. Stevenson à Paris et Tunis, avec mission d'encourager un règlement bilatéral entre la France et la Tunisie.

« L'Assurance ne paraît chère qu'avant l'accident... Assurez vos services et assurez-vous à la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances. Siège social : 2e Boulevard, ex-Salle d'Exposition de l'Energie Electrique, Conakry.

Acheter et lire « Horoya », C'EST BIEN...

S'y abonner, C'EST MIEUX !!

Le bureau de l'Union syndicale Panafricaine s'est réuni à Casablanca à la mise en place de son secrétariat permanent.

Le bureau a également procédé à un examen approfondi de la situation syndicale en Afrique en fonction du développement de la conjoncture internationale. Il a enregistré avec satisfaction les résonances profondes du Congrès historique de Casablanca qui a accéléré la prise de conscience des masses africaines et renforcé le courant unitaire.

Le bureau se félicite du soutien que ne cessent de lui manifester les organisations syndicales et populaires des différents continents et en particulier la Conférence des peuples africains et la Conférence de solidarité des peuples Afro-Asiatiques.

Le bureau a constaté cependant avec regret l'initiative d'une certaine centrale de provoquer une conférence syndicale à Dakar. Il considère cette initiative qui intervient deux mois seulement après la tenue du Congrès de Casablanca non seulement comme négative, et gratuite, mais de nature à créer le doute et la confusion qui engendrent la division dans les rangs des travailleurs et ne peuvent profiter en définitive, qu'à l'impérialisme et ses vassaux.

C'est pourquoi, le secrétariat permanent de l'U.S.P.A. n'estime pas utile de répondre à l'initiative et demande à ses membres de ne pas y participer.

Le secrétariat a décidé d'apporter son appui total au G.P.R.A. dans son action pour l'indépendance et l'intégrité de l'Algérie et son Sahara et soutient sans réserve la lutte des peuples d'Angola et d'Afrique du Sud pour leur indépendance.

L'U.S.P.A. salue la prochaine tenue de la Conférence des pays non-engagés et formule l'espoir que de ses débats se dégage une orientation de nature à renforcer la lutte des peuples pour une libération réelle et une paix durable.

Le bureau lance un appel chaleureux et fraternel à tous les travailleurs d'Afrique pour qu'ils

réalisent leur unité et renforcent l'U.S.P.A. pour mener ensemble la lutte pour le progrès, la démocratie et la Paix.

A l'issue du Congrès du Syndicat national des Enseignants de la République de Côte d'Ivoire tenu à Abidjan du 6 au 9 juillet 1961, la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire tient à préciser qu'elle n'a pas envoyé de délégué au dit Congrès.

Toutefois, le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra, secrétaire à la Presse et aux Questions culturelles de la Fédération a apporté aux assises de ce Congrès le message fraternel du Syndicat national des Enseignants de Guinée qui l'avait délégué à cet effet.

Il n'a reçu aucun pouvoir pour parler et agir au nom de la Fédération avec des organisations d'enseignants non membres de cette Fédération.

C'est le cas du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal (S.Y.N.E.L.S.) dont les représentants à Abidjan ont pu, dans le cadre des rencontres de responsables syndicaux avoir avec Ray-Autra des causeries ou des entretiens à caractère strictement privé qui n'engagent ni la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire ni le Syndicat national des Enseignants de Guinée.

Le bureau exécutif précise qu'en vertu des dispositions statutaires de la Fédération, il ne peut avoir de rapports qu'avec un syndicat par territoire, à savoir pour le Sénégal, le Syndicat Unique de l'Enseignement Laïc (S.U.E.L.).

Il déclare donc nulles et sans fondement les informations qui ont pu être diffusées tant à la radio que dans la presse sur un accord hypothétique de la Fédération avec les représentants du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal.

Le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra a accompli sans la moindre sa mission de délégué fraternel ainsi qu'en témoigne son intervention au Congrès.

Pour le Bureau Exécutif, Le Secrétaire général : Koumadian Ketta

Les « Jeunes » de Monrovia, à l'annonce de l'appel du président du père Monrovia, avaient tenu à rappeler :

« Il va sans dire que l'Union Soviétique n'a aucune intention d'avoir affaire avec la clique de fantoches qui ont vendu et trahi la liberté et l'honneur de leur peuple ».

La mise au point était courte, mais précise... Munongo n'a pas insisté.

Les entretiens de Lugrin sont suspendus

Les pourparlers de Lugrin, qui devaient faire suite à la tentative manquée d'Evian, sont morts avant que d'être nés, étant donnée l'obstination des émissaires français à vouloir ignorer l'unité de l'Algérie.

« En demandant que le Sahara soit mis au frigidaire, a déclaré M. Krim Belkacem, leader de la délégation F.L.N. aux pourparlers, le gouvernement français a montré son désir de refuser les négociations ».

Expliquant que l'entêtement du gouvernement français à vouloir séparer le Sahara de l'Algérie, avait provoqué, la semaine dernière, l'ajournement de la conférence qui s'était ouverte, le 20 juillet, au château de Lugrin, M. Belkacem Krim a dit que le F.L.N. était toujours prêt à reprendre les négociations, mais qu'il ne pouvait le faire sur la base d'une Algérie amputée des quatre cinquièmes de son territoire !

TELEORONA

Organe
hebdomadaire
édité par la Régie
Nationale
de Presse
de l'Agence Guinéenne

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ

Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

LE PROGRES, NOUS NE POUVONS LE CONSIDERER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES SOCIETES, POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE ET ACCROITRE LE BIEN-ETRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

Panorama hebdomadaire de la politique africaine

L'Algérie et Bizerte, dont nous avons traité dans ce numéro, continuent de se partager la vedette de l'actualité.

Aux dernières nouvelles, M. Krim Belkacem, de retour à Tunis, aurait déclaré la ferme intention du G.P.R.A. de reprendre dès que possible les négociations, à condition que le gouvernement français abandonne son attitude intransigeante tendant à la sécession du Sahara.

A propos du Sahara, on aurait reproché au Président Bourguiba d'avoir conclu des accords secrets avec le Président de Gaulle au cours de leur rencontre à Rambouillet cette année. Selon ces sources tendancieuses, M. Bourguiba aurait convenu avec le Président français de laisser de côté la question de Bizerte jusqu'à la fin des combats en Algérie, en échange de quoi le général de Gaulle aurait fait des promesses au sujet du Sahara et du pétrole. Naturellement, le président Bourguiba a tenu à démentir ces rumeurs. « Il n'existe aucun accord secret, ce n'est pas dans ma manière » a-t-il déclaré.

Commentant la conférence de presse qu'à tenue, jeudi, le président tunisien, Le Figaro et Paris-Jour voient, dans sa proposition de discuter d'un calendrier pour l'éva-

les forces actuelles laisse présumer la puissance du mouvement de libération angolais !

EN GUINEE PORTUGAISE

Les actions des guerrillas s'intensifient. Un groupe de patriotes a attaqué notamment, dans la nuit de mardi à mercredi le poste de police de Begene.

AU DAHOMEY

Les Portugais ont dû évacuer l'enclave de Ouidah, à la demande du Président Hubert Maga. Avant de se retirer ils ont mis le feu au fort Saint-Jean-Baptiste, construction datant du XVII^e siècle.

EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le boycott par de nombreux pays des marchandises sud-africaines en signe de protestation contre la hon-teuse politique d'apartheid et la fuite des capitaux étrangers, ont fait tomber d'une façon catastrophique les réserves de la République en devises de 427 millions de dollars à 224 millions de dollars.

Pour reconquérir les marchés, les fabricants sud-africains ont cessé de marquer « by South Africa » sur leurs marchandises.

Venant à la rescousse des racistes, l'Union Africaine...

Voilà comment les manitous de la haute finance américaine luttent contre la discrimination raciale en Afrique du Sud.

SUD-OUEST 'AFRICAIN

« La situation dans le Sud-Ouest Africain continue de faire peser sur la paix et la sécurité internationales une grave menace à laquelle il faut faire face d'urgence si l'on veut mettre un terme à cette situation, sans qu'il en résulte de conséquences regrettables », déclare le mémorandum transmis le 27 juillet au Conseil de Sécurité par le président de la Commission d'enquête de l'O.N.U. pour le Sud-Ouest Africain, M. Enrique Rodriguez Fabregat, de l'Uruguay.

FETES COMMEMORATIVES DE L'INDEPENDANCE DANS LES PAYS DE L'ENTENTE

Au Dahomey, au cours des cérémonies marquant le premier anniversaire de l'indépendance, M. Hubert Maga, Président de la République a posé la première pierre de la « Place de l'Indépendance 1^{er} Août 1961 » et annoncé un plan quadriennal de développement économique.

Le Niger et la Haute Volta ont commémoré le premier anniversaire de leur indépendance successivement les 3 et 5 août.

La Côte d'Ivoire de son côté a préparé à fêter ce grand jour lundi.

La semaine dans le monde

Tandis que l'affaire de Bizerte bat son plein sur le terrain politique, que la situation demeure assez confuse au Congo (nous vous donnons, à part, les nouvelles du Continent Africain) l'attention s'est portée, dans le monde, au cours de la semaine, sur le nouveau programme du parti communiste de l'U.R.S.S. dont vous trouverez, dans notre prochain numéro, les principaux extraits).

Bien que ce programme en appelle au désarmement mondial, la conférence sur le désarmement, qui se tenait à Moscou, a été ajournée *Sine die*. La commission des Finances du Sénat américain a augmenté de la modeste somme d'un milliard de dollars le montant des crédits demandés par le Président Kennedy en vue de renforcer le potentiel militaire des U.S.A.

Toujours aux U.S.A., on « renouvelle » les cadres de la C.I.A. (service de renseignements) M. Hamilton, avocat de Wall Street remplacera M. Allen Dulles à la tête de cet organisme. M. Ham-milton avait été chef du Comité

de guerre économique américain : « The right man in the right place. »

De la C.I.A., sans y voir aucun rapport, passons à Cuba où la situation est à nouveau tendue. On s'inquiète du renforcement inhabituel de la base militaire américaine géante de Guantanamo, située en territoire cubain.

En Europe, après la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande ont demandé d'adhérer à leur tour au marché commun. Les membres de l'Association européenne de libre échange sont ainsi peu à peu entraînés vers les six autour desquels ils se contentaient jusqu'ici de graviter à distance. La Suède, la Norvège et la Suisse pourraient, peut-être, suivre l'exemple.

En France la suspension des pourparlers avec le F.L.N. due à l'intransigeance de M. Joxe sur le Sahara, continue à susciter des remous dans l'opinion, la plupart défavorables au gouvernement. On s'attend, l'affaire de Bizerte en plus, à une « maghrébinisation » du conflit.

Les grandes rencontres

« J'espère... »
cution de Bizerte, une perche tendue que la France aurait tort de ne pas saisir.

En attendant, les efforts continuent pour la réunion d'une Assemblée extraordinaire de l'O.N.U. les relations diplomatiques ont été officiellement rétablies entre la R.A.U. et la Tunisie.

Parallèlement aux événements d'Afrique du Nord, les problèmes cruciaux demeurent, sur notre continent, outre la confusion qui règne au Congo sous la tutelle de l'O.N.U., la lutte des patriotes contre le joug portugais, en Angola et en Guinée portugaise. En Afrique du Sud et au Sud-Ouest Africain les exactions des racistes se poursuivent...

AU CONGO

Au Congo, un gouvernement aurait été investi par les Chambres, gouvernement ayant à sa tête M. Cyrille Adoula, nommé par le Président Kasavubu. On aurait désigné comme vice-présidents MM. Jason Sendwé (Balubakati) et Antoine Gizenga.

Reste à savoir, comme l'écrit le *New-York Times* si M. Gizenga est d'accord avec cette nomination...

A Stanleyville, en tout cas, le commandant en chef de l'armée du Congo le général Lundula a déclaré, aux applaudissements de la foule réunie pour un meeting, qu'il n'y avait au Congo qu'un seul gouvernement légal de Patrice Lumumba, dirigé par M. Antoine Gizenga.

Les garanties sur la base desquelles le Parlement congolais a été ouvert, n'auraient pas été observées correctement par l'O.N.U. Ce qui a donné lieu, à Stanleyville, à des manifestations devant le siège des représentants de l'O.N.U.

EN ANGOLA

Dernièrement, à Cabinda, enclave portugaise dans le Congo-Léopoldville, deux importants combats infligeaient de lourdes pertes aux éléments de l'armée portugaise que le général Mavio Silva s'apprêtait à inspecter...

Dans les régions de Cammona, de Quitexa et de Camatela on enregistre de sanglants combats.

Des renforts de troupes, venant des Açores et du Portugal, ont été dirigés sur l'Angola. L'épousement

parait ont débuté depuis le retour de M. Houphouët Boigny, M. Diallo Abdourahmane, membre du B.P.N. et ministre d'Etat, représente la République de Guinée à cette cérémonie.

Après le voyage DU PRÉSIDENT KWAMÉ N'KRUMAH en U. R. S. S.

Le Président Kwamé N'Krumah a quitté la République Polonaise samedi 29 juillet, après une visite de quatre jours.

Le président ghanéen avait gagné Varsovie après avoir pris congé, au Palais du Kremlin de M. Brejnev et de ses hôtes russes. Répondant aux adieux du Président Brejnev qui l'avait assuré de l'amitié de l'U.R.S.S., M. N'Krumah avait déclaré notamment :

« Le développement économique des pays africains a été retardé par suite de la domination coloniale et de la traite de leurs richesses par les colonialistes.

« Même après avoir accordé l'indépendance à ces pays, les ex-colonialistes ont continué d'exercer « de loin » leur contrôle sur eux, en confiant cette indépendance à un groupe de traîtres et de marionnettes qui les ont aidé à perpétuer leur contrôle.

« L'Afrique ne sera jamais une annexe de l'Europe. Le moment est venu pour les puissances coloniales de quitter le continent africain, car le colonialisme est un dangereux anachronisme, et il n'y aura pas de paix tant que le colonialisme et l'impérialisme existeront. »

Le Président N'Krumah devait déclarer également que le Ghana n'avait jamais oublié ses amis dans les autres parties du continent africain, et qu'il considérait son indépendance comme vaine si les autres peuples africains n'obtenaient pas la leur.

Après avoir affirmé que sans l'Union Soviétique, le mouvement de libération africaine aurait subi la persécution la plus brutale, le Président du Ghana avait rendu hommage à « l'expérience et au progrès

de l'U.R.S.S. qui a démontré l'efficacité de l'unité politique. » Une telle réalisation, conclut M. Kwamé N'Krumah, peut également voir le jour en Afrique où les conditions s'y prêtent, et qui en a grand besoin. »

COMMUNIQUE COMMUN

GHANA-U.R.S.S.

Dans un communiqué commun, rendu public lundi dernier, les gouvernements du Ghana et de l'U.R.S.S. :

— Condamnent l'agression des colonialistes français à Bizerte et soutiennent les justes revendications du peuple tunisien.

— Soutiennent unanimement le gouvernement légal de la République congolaise conduit à présent par M. Antoine Gizenga.

— Condamnent résolument les actes des colonialistes portugais en Angola.

Les deux gouvernements jugent qu'il est nécessaire d'effectuer certains changements dans la structure de l'O.N.U. et la composition de ses organes. Ils soulignent aussi qu'une des conditions les plus importantes pour la bonne marche de l'O.N.U., est la reconnaissance immédiate des droits légitimes de la République Populaire de Chine à rentrer dans cette organisation.

Le communiqué constate en outre que les tentatives des certaines puissances ouest-européennes d'entraîner les pays africains dans une communauté économique européenne ont pour but de lier ces pays à l'impérialisme européen, d'empêcher les pays africains de suivre une politique neutre et indépendante, et de les maintenir dans une position de fournisseurs de matières premières pour les puissances impérialistes.

L'IDYLLE BAUDOUIN 1^{er} - FRANCO

« Le roi Baudouin de Belgique, au cours de son séjour en Espagne, de jeune avec le général Franco, sur le yacht du *Candillo*. » (les journaux)

Le roi Baudouin, dont la famille de Saxe-Cobourg, a, comme on sait, prodigué ses bontés au Congo en le dotant notamment de la riche Union minière et en lui léguant, après l'indépendance, de grands hommes d'Etat comme Tschombé, le roi Baudouin avait, ces temps derniers, gagné un repos bien mérité...

Aussi avait-il décidé de prendre des vacances et de se prélasser au bord de la mer tout en construisant des châteaux de sable... en Espagne. Arrivé à Saint Sébastien, il flânait sur le rivage, respirait largement l'air salin lorsqu'il aperçut, par hasard, au large, un yacht qui lui sembla de belle allure.

Comme il n'avait rien d'autre à faire et que l'idée, tout à coup, lui parut plaisante, il héla son grand maréchal de la Cour et lui fit part de son désir de visiter ce yacht.

« Rien de plus simple, Sire » répondit ce majordome toujours dévoué : je vais m'enquérir du nom du propriétaire et lui annoncer votre visite : je suis sûr qu'il en sera flatté. Hasard inouï, ou providence ? Ce yacht était justement celui du général Franco ! On laisse à penser la vie que firent nos deux amis. On organisa un petit déjeuner où l'on pensa même à inviter Léon Degrelle qui villégiaturait dans sa propriété sévilane.

Mais l'ancien chef rexiste belge, dont Hitler n'a jamais assez vanté les mérites, était à peine remis de l'émotion que lui avait causée une ignoble tentative d'enlèvement dont il avait failli être victime. Les deux immenses individus, l'israélien Alubby et le Français Jacques Fenchon, qui avaient tenté de bafouer ainsi le droit des gens honnêtes à la liberté ont d'ailleurs comparu, le 28 juillet devant un tribunal de Barcelone qui les a condamnés à neuf ans de prison chacun pour tentative de « subversion contre l'Etat espagnol ».

Parce que, comme chacun le sait, Degrelle ou l'Etat espagnol, c'est un peu comme cousins germains.

Bref, Degrelle ne pouvant pas se déplacer, occupé qu'il était par ailleurs à jeter les bases de sa future politique, s'excusa et eût le geste délicat d'envoyer à sa place un excellent ami à lui, l'ancien commandant S.S. de la Division (Division) « Azul » sur le front de l'est. Celui-ci fut présenté à Baudouin et le déjeuner fut très gai.

Un nuage, hélas ! devait venir assombrir cette sympathique réception : en Belgique, des mécontents et jaloux faisaient croire à la pitaille que cette innocente rencontre de trois bons amis « cachait quelque chose. » Quoi ? On vous le demande...

On aurait même été jusqu'à critiquer le roi parce qu'il n'aurait pas « informé » le gouvernement de cette petite visite sur yacht, en Espagne ! De quoi va-t-on se mêler à présent !

Si le gouvernement n'est pas content, la belle affaire ! On en connaît un qui saura le mettre au pas, un, au moins qui a du savoir-vivre et qui ne se formalise pas de ce qu'on puisse monter sur le bateau d'un homme aussi aimable que le général Franco : cet homme, qui, tout en étant du peuple sait aussi être homme du monde, c'est monsieur Spaak. Lui saura tout arranger, aussi Baudouin poursuit-il, malgré les médisances dont on veut l'accabler, des vacances sereines.

...Otan en emporte la brise espagnole.

La preuve que Baudouin se moque pas mal de ce que le peuple belge et ses suppôts peuvent en penser, c'est qu'aujourd'hui même, samedi, il est en train d'assister à Saint-Sébastien, à un festival de pelote basque, en compagnie du général Franco.

Ces deux là, au moins, n'ont pas de complexes...

Ah ! les belles vacances !